

empêcher l'adoption de ce projet de loi et pour révéler la vérité à la population canadienne et québécoise.

Le vice-président: Avant de reconnaître le prochain orateur, je dois m'excuser auprès du député de ne pas l'avoir averti du temps qui passait.

M. André Caron (Jonquière): Monsieur le Président, j'aimerais examiner le projet de privatisation de l'aéroport Pearson de Toronto avec les yeux de quelqu'un de ma région, le Saguenay—Lac—Saint—Jean. Que voit un citoyen de Jonquière ou de Saint-Félicien quand il regarde le petit écran et qu'il entend parler de ce projet-là? Il voit que pendant la dernière campagne électorale, rapidement, un peu à la sauvette, la privatisation de l'aéroport Pearson a été décidée. L'aéroport Pearson n'est pas un canard boiteux, ce n'est pas un aéroport déficitaire. C'est un aéroport rentable, l'un des plus rentables au Canada. Certains fonctionnaires de l'Ontario ont prétendu que le coût de cette privatisation se situerait entre 140 millions et 240 millions de dollars.

En fait le citoyen du Saguenay—Lac—Saint—Jean voit des centaines de millions défiler devant ses yeux. Par contre, il voit aussi que dans les coulisses s'agitent des lobbyistes, amis du pouvoir, des conservateurs, des libéraux, d'anciens sous-ministres, des haut fonctionnaires engagés par des groupes de pression, des hommes d'affaires habitués aux juteux contrats gouvernementaux et aux soupers bénéfiques à 1 000 \$ le couvert des partis conservateur et libéral.

Le citoyen du Saguenay—Lac—Saint—Jean compare cette situation aux besoins de sa région, car les besoins de la région du Saguenay—Lac—Saint—Jean sont importants. C'est une région qui compte 150 ans d'histoire, qui a un passé industriel glorieux. Cette région s'est développée autour des richesses naturelles: la forêt pour le papier et le bois d'oeuvre et l'hydro-électricité pour l'aluminium de première fusion.

Dans ma circonscription, l'usine Arvida de la compagnie Alcan a été, en son temps, la plus grosse usine de fabrication d'aluminium au monde. Le barrage de Shipshaw, dans ma circonscription, était, en 1943, la centrale la plus puissante au monde. C'est dans ce sens que je dis que notre passé est glorieux.

• (1250)

Le présent, maintenant. Le présent a encore sa valeur, évidemment. Nous avons dans la région sept usines de pâtes et papiers et quatre usines de production d'aluminium de première fusion, mais nous avons aussi de grandes difficultés économiques. Le taux de chômage officiel—je ne parle pas du taux de chômage officieux mais du taux officiel—au Canada, pour la région Chicoutimi—Jonquière, était le plus élevé au Canada dans les récents mois. C'est énorme. Pour une région qui a vécu les belles années de la grande industrie, c'est une situation qui nous fait nous questionner, nous interroger.

Les raisons de cette situation, on les connaît, on les a analysées à différentes occasions dans la région. On a parlé du virage technologique. Nos grandes industries se sont modernisées et c'est normal. On a parlé de la mondialisation. Une compagnie comme Alcan investit dans le monde entier. On voit aussi qu'une des raisons qui fait que la région a des difficultés économiques, c'est qu'on a constaté qu'il sort plus d'argent de cette région—là

Initiatives ministérielles

qu'il en rentre. La Régie de la santé et des services sociaux a produit une étude disant qu'il y avait un manque à gagner de plus de 100 millions de dollars annuellement pour notre région. Qu'on pense à ce qu'on pourrait faire avec 100 millions de dollars dans une région comme le Saguenay—Lac—Saint—Jean qui a tant de besoins et qui compte près de 300 mille personnes.

Il y a aussi les politiques de développement régional mal adaptées. Les gouvernements, que ce soit le gouvernement fédéral ou le gouvernement provincial, ont employé avec nous le vieux truc «diviser pour régner». On nous lance, d'année en année, quelques millions de dollars, et on nous charge de les répartir. C'est comme jeter un os dans la fosse aux loups et regarder les gens se battre pour cet os.

Pendant ce temps—là, on ne remarque pas de politiques de développement régional adaptées pour une région comme la nôtre. Et cela nous fait nous interroger.

Pourtant, la région a encore un bel avenir. Ce qui me fait l'affirmer, c'est que les régionaux résistent face à l'exode des jeunes, à la diminution des emplois dans nos grandes entreprises et à la montée du chômage. Aux usines d'Abitibi—Price et d'Alcan, les syndicats ont pris des mesures pour améliorer la production et le rendement, en accord avec les différentes compagnies. Les syndicats ont aussi exigé plus d'investissements.

Ils ont eu l'appui de leurs hommes politiques. Dans l'usine Vaudreuil, à Arvida, une usine qui fait travailler près de 1 200 personnes, le syndicat a demandé des investissements de la part d'Alcan qui feraient que cette usine serait encore plus rentable qu'elle ne l'est actuellement. Les 54 députés du Bloc québécois ont même appuyé dans une pétition les employés de l'usine Vaudreuil qui demandaient des investissements.

Alors, les hommes politiques, surtout dans la mouvance du Bloc québécois et du Parti québécois, font tout en leur pouvoir pour faire que des investissements nouveaux soient fournis à la région.

Nous réclamons aussi, comme régionaux, que les multinationales réinvestissent dans la région une partie des profits qui ont été faits à partir de l'exploitation de nos richesses naturelles. Les richesses naturelles ont été cédées par baux aux grandes entreprises, que ce soit l'Alcan ou la compagnie Price. Ces compagnies—là ont l'usufruit de nos richesses, et les régionaux demandent que des retombées plus évidentes reviennent dans la région.

• (1255)

Voici un exemple latent qui s'est déroulé dans la dernière année. La compagnie Alcan a vendu à Hydro—Québec, pour des dizaines de millions de dollars, des surplus d'électricité. Ces surplus ont été probablement investis ailleurs dans le monde ou sont allés aux actionnaires. Cependant, Alcan a eu l'avantage d'exploiter nos rivières parce qu'elle fournissait de l'emploi, et non pour en générer des profits immédiats, argent sonnante, à ses actionnaires.

Nous demandons que ces sommes soient réinvesties dans la région. Et même, monsieur le président, j'irais plus loin, je demanderais qu'un fond d'investissement soit constitué à même ces surplus pour que la petite et la moyenne entreprise se développe dans la région.